

Afrique: terre d'opportunités.

Quelle nouvelle relation avec l'Europe ?

Prof. Marco Impagliazzo

Dans la perception du grand public en Europe, l'Afrique est encore généralement perçue comme un continent à problèmes, comme guerres, crises, pandémies, émigration. Il s'agit là d'une simplification manifeste. En prêtant ma voix à ceux qui s'occupent d'Afrique, animés par un profond sentiment de solidarité, je voudrais dire que la réalité du continent est toute autre. L'Afrique d'aujourd'hui a beaucoup changé, en effet, par rapport au modèle que l'on a en tête, avec des conséquences géopolitiques importantes. Cinquante ans après les indépendances, le scénario africain a beaucoup évolué. La majorité de la population n'a pas vécu ce passage tout comme l'expérience du colonialisme. Ce qui marque l'imaginaire des nouvelles générations africaines, c'est plutôt l'époque de la grande démocratisation (années 1989-'92) et des changements intervenus depuis lors. Aujourd'hui la grande partie des Africains vit en milieu urbain (40% actuellement). Cette nouveauté représente une mutation anthropologique radicale qui met en question traditions et coutumes.

Si une Europe fatiguée par sa crise et introvertie prend ses distances de l'Afrique, d'autres acteurs entrent en scène sur le continent. Non seulement les Chinois, mais aussi Indonésiens, Malaisiens, Brésiliens, Indiens, Russes, Turcs, Sud-Coréens et d'autres : ils sont nombreux à s'installer, investir, produire. Dans le panorama géopolitique global, l'Afrique est devenue un centre névralgique important du point de vue de l'économie et des ressources. Que découvrent les nouveaux acteurs en Afrique que l'Europe ne trouve plus ? Un continent jeune, qui veut grandir et qui possède plusieurs atouts. Aujourd'hui l'Afrique compte davantage, et des observateurs attentifs décrivent un continent émergent aux potentialités multiples.

En 2012 la croissance du PNB africain a été en moyenne de 4/5%, en augmentation. L'Afrique n'a pas ressenti de la crise, dispose d'immenses richesses minières et agricoles et se place de plus en plus en position de protagoniste dans la course mondiale au ressources premières. Énergie, terre et minerais sont les trois grandes atouts du continent, le seul où de tels marchés sont encore ouverts et à la portée des investisseurs. C'est en Afrique, par exemple, que se trouvent 60% des terres non cultivées du globe et encore beaucoup de

gisements de pétrole non exploités. Les dirigeants africains ont appris à négocier avec profit et intelligence, cherchant à protéger leurs intérêts et se démêlant avec habileté entre l'approche multilatérale et conditionnée des Européens (qui sont encore les partenaires commerciaux les plus importants) et celle bilatérale et sans règles des puissances émergentes. La Chine elle-même commence à découvrir les limites de son modèle d'expansion en Afrique : il ne lui est pas toujours possible d'investir comme elle l'entend et à ses conditions.

Les chiffres de l'économie et des ressources n'expliquent pas tout. Le changement en cours sur le continent est plus profond et présente des caractéristiques sociales et culturelles particulières. L'Afrique a changé d'un point de vue politique et dans sa société civile. La démocratisation du début des années Quatre-vingt-dix, trop vite déconsidérée par les observateurs, a mis en œuvre un processus long et complexe, dont on cueille aujourd'hui les fruits. Pour s'en rendre compte, il faut ne pas considérer seulement les indicateurs classiques, auxquels nous sommes habitués, comme les résultats électoraux et les conditions de vote. Il existe un désir diffus de participation qui se répand partout, en particulier chez les jeunes générations, soutenu par la croissance des médias africains qui est exponentielle. La société civile s'organise et se fait entendre. Le mouvement associatif connaît un véritable boom. Une nouvelle classe d'Africains est en train de naître sous nos yeux. Dans un rapport sur le continent intitulé « Les lions bougent », les experts du *Mc Kinsey Global Institute* estiment que, d'ici dix ans, près de 130 millions d'Africains appartiendront à cette classe moyenne, avec leurs exigences et une capacité de dépense autonome. Il s'agit de personnes qui ne dépendent pas de l'État pour leurs revenus, comme c'était le cas dans l'Afrique des fonctionnaires publics. Ces données cachent une réalité sociale en profonde transformation. Une nouvelle classe sociale fait son apparition en Afrique, composée de jeunes entrepreneurs, de travailleurs indépendants, de chercheurs, de techniciens, etc., instruits et mondialisés, reliés à un mode de vie global, plus optimistes que par le passé sur leur avenir, ce qui bouleverse les caractéristiques culturelles du continent.

Les classes dirigeantes africaines ont donc aujourd'hui à répondre à des citoyens mieux informés et en mesure de peser sur les décisions. Une culture démocratique est en voie de

se constituer. Le potentiel de mobilisation de la jeunesse africaine contraste avec l'apathie de son homologue européenne. Aujourd'hui il est plus difficile de fomenter un coup d'État en Afrique ou d'imposer des régimes aveuglément autoritaires, ainsi que le démontrent les évolutions récentes de la Guinée, du Ghana ou du Nigeria. En Guinée Conakry et au Niger, Sant'Egidio a soutenu la transition démocratique menée par la société civile, qui a conduit à des élections présidentielles démocratique apaisées.

Ce sont des signes encourageants de maturité et d'appropriation du futur de la part des Africains. Cela démontre que le « capital humain » africain est significatif, davantage sans doute que ses richesses. L'Afrique n'est pas seulement un gisement à ciel ouvert, elle est riche de ressources humaines, de jeunes, qui constituent aussi des ressources démographiques. En ces dernières années s'est développé très vite l'esprit d'initiative individuelle, moins freiné par une vision traditionnelle collective et clanique.

Partie en retard, l'Afrique comble progressivement ses lacunes. Mais restent des vieux problèmes auxquels s'ajoutent de nouvelles faiblesses. En premier lieu, la fragilité des États: constructions récentes qui ont traversé des décennies de turbulences. En dépit de leur maintien formel, certains États africains ont implosé en laissant place à l'émergence de forces obscures, criminelles et d'empreinte terroriste. C'est le cas du phénomène du narcotrafic en Afrique occidentale, concentré sur la Guinée Bissau qui n'est pas encore en mesure de contrôler son territoire, actuellement entre les mains des cartels. Un autre cas qui inquiète la communauté internationale est celui de la bande sahélo-saharienne (Mauritanie, Mali, Niger, Tchad jusqu'au Darfour), immense étendue spatiale, lieu de tous les trafics (drogue, armes, etc.), de transit des immigrés et de la présence terroriste. L'opération militaire française en cours au Mali, a enrayé cette évolution mais le futur reste incertain. Travailler pour la paix et la stabilité de cette région est donc nécessaire et utile notamment pour réduire les risques d'insécurité globale.

Les fragilités africaines, ce sont aussi les phénomènes diffus de mauvaise gestion et de corruption, l'incidence terrible de la pandémie du SIDA et des crises humanitaires persistantes. Rien qu'en Afrique sub-saharienne, il y a presque 16 millions d'enfants devenus orphelins à cause du SIDA. C'est la raison pour laquelle Sant'Egidio a créé à partir

de 2002 un programme de soin gratuit du SIDA, DREAM, qui œuvre dans dix pays d'Afrique en offrant des soins gratuits complets contre la pandémie à un niveau d'excellence du point de vue scientifique et technologique. DREAM est devenu un modèle internationalement reconnu d'intervention de coopération, car il met en synergie forces locales et apports externes, construisant un parcours qui, partant du malade, touche la famille, l'alimentation, l'hygiène et l'instruction. DREAM se multiplie à travers l'action des activistes, des malades en traitement qui luttent contre la stigmatisation et qui forment un véritable mouvement contre la pandémie, avec sa capacité d'impact sur la scène publique. Il y a quelques années, par exemple, ce mouvement a organisé d'importantes manifestations au Mozambique contre une réforme qui allait dans le sens d'une réduction des soins décidée par le ministre de la santé. Ce furent les premières manifestations de rue organisées depuis longtemps, exception faite des manifestations électorales : un autre exemple du réveil de la société africaine. DREAM signifie aussi renaissance du système de santé de ces pays, avec les trente centres du programme qui incluent la présence de laboratoires de biologie moléculaire et de bien d'autres services essentiels de soutien aux hôpitaux et aux centres de santé. ([Nous allons voir une vidéo consacrée à ce programme](#)).

Un autre domaine d'intervention de Sant'Egidio en Afrique est celui de la paix et de la résolution des conflits. Le fait le plus connu est certainement la signature de la paix au Mozambique, intervenue en octobre 1992 à Rome, après deux ans et demi de pourparlers qui ont vu la présence de Sant'Egidio parmi les acteurs, avec le gouvernement italien et l'église mozambicaine. Mais il y a tant d'autres pays africains qui ont bénéficié de la médiation de Sant'Egidio lors de conflits. Le dernier cas en cours est celui de la région de la Casamance au Sénégal, où des pourparlers se déroulent ces mois-ci. En Afrique l'intensité des guerres s'est réduite et la conclusion d'un certain nombre d'accords de paix apporte progressivement la stabilité. Je cite le cas du conflit en Côte-d'Ivoire, où Sant'Egidio a travaillé à la résolution de ce conflit en participant à toutes les négociations jusqu'à celles décisives de Ouagadougou. La Côte-d'Ivoire reprend sa place avec la nouvelle présidence de Alassane Ouattara qui marque un tournant très positif dans la vie du pays. Si l'immense Congo se trouve encore en difficulté dans sa partie orientale, le Burundi ou le Liberia montrent comment il est possible de sortir d'un long conflit, tout comme des bonnes nouvelles arrivent aujourd'hui même de Somalie.

Aux anciennes fragilités africaines s'ajoutent de nouveaux défis, typiques d'une société qui change rapidement. Je voudrais évoquer le défi que représente le milieu urbain africain structuré en villes de plus en plus peuplées, avec tous les problèmes inhérents. C'est le cas du nouvel individualisme qui s'enracine chez les Africains, naguère habitués à la solidarité des familles élargies (non sans problèmes certes, mais réelle). Cet individualisme est aujourd'hui source d'anonymat et d'abandon. Dans les grandes villes africaines, nos communautés, entièrement composées de bénévoles africains qui s'engagent gratuitement en faveur des plus pauvres, découvrent que les personnes âgées abandonnées, et laissées dans une misère absolue, sont de plus en plus nombreuses, mal tolérées par la population qui n'est pas habituée culturellement à voir autant de vieillards vivre longtemps. Il s'agit d'un phénomène nouveau pour l'Afrique, comme l'est aussi celui des bandes d'enfants des rues qui rappellent des évolutions semblables en Amérique Latine. Autrement dit, les mutations à l'œuvre dans la société africaine la rendent davantage semblable à d'autres sociétés, en termes non seulement d'opportunités mais aussi de problèmes. Le maintien d'une société en transformation rapide ne peut être garanti que par des nouvelles formes de solidarité et de cohabitation entre les habitants, contre la diffusion de la violence. On en voit les signes inquiétants dans l'augmentation des lynchages, instrument de « vengeance populaire » caractéristique d'une collectivité qui perd ses anciennes références sans en trouver de nouvelles. Dans ce développement tumultueux, des groupes d'un genre nouveau gagnent du terrain et, dans le domaine religieux, fleurissent les sectes et les croyances liées à la soi-disant « théologie de la prospérité » d'origine pentecôtiste, qui s'adapte bien à l'individualisme émergent. La société africaine devient plus compétitive et donc aussi plus dure (parfois impitoyable), tandis que, dans les catégories émergentes de la population, grandit le même « besoin de sécurité » que nous connaissons bien en Europe. La prolifération des « gated communities », si commune en Amérique latine, est devenue la norme aussi dans certains pays africains.

Il faut enfin tenir compte d'un autre problème qui concerne plutôt l'Occident et l'Europe, mais qui a de graves répercussions en Afrique en particulier. Il s'agit des « promesses non tenues » sur le terrain de l'aide publique au développement, qui ôte toute crédibilité à notre politique. Pour ce qui concerne les Objectifs du Millénaire, il ressort avec évidence

que l'Occident, et surtout l'Europe, n'a pas tenu parole. Un cas particulier en contre-tendance c'est le Luxembourg qui depuis 2009 (comme la Norvège et la Suède) a rejoint l'objectif du 1% du PNB pour l'APD. Cet engagement maintenu montre le sérieux de votre Pays au niveau international mais malheureusement ce n'est pas la norme. La perte de crédibilité de l'Europe ouvre de vastes espaces à d'autres acteurs surtout au niveau de l'influence politique et culturelle. Le modèle asiatique, concentré sur le capitalisme sans règles et sur l'autoritarisme politique, occupe des vides et devient un exemple. Sur le continent vit presque un million de Chinois (dont seulement 80.000 sont des expatriés temporaires, les autres étant désormais fixés sur le continent), face à environ 200.000 Européens à peine, chiffre en diminution. Nombreux sont les étudiants africains qui partent étudier en Chine, où il n'y a pas besoin de visa. Cette situation crée une combinaison dangereuse pour les Européens, s'ils ont encore l'ambition de compter. Sur ce terrain l'Europe aurait des cartes pour réagir, après avoir tant contribué (tant bien que mal) à la naissance de l'État africain et, plus récemment, de la démocratie africaine. Certes l'Europe ne peut pas revendiquer un droit absolu et héréditaire sur le continent, mais une Afrique qui s'éloigne ce n'est pas dans notre intérêt géopolitique. Bien qu'ayant une grande expérience du continent, l'Europe ne donne pas l'impression de vouloir participer aux nouvelles opportunités significatives, ni de vouloir devenir un véritable partenaire.

Une nouvelle vision est donc nécessaire. L'Afrique doit acquérir la force d'un intérêt européen et ce, dans une perspective d'implication de la société et des politiques. L'Europe ne peut se penser isolée. Du reste, en dépit de difficultés multiples, l'Afrique contemporaine se mesure avec un processus d'unification, celui de l'Union africaine, qui la place comme interlocuteur de premier plan de l'Union européenne. Une vision eurafricaine n'était pas absente des premières pas du processus d'unification européenne, comme nous le trouvons inscrit dans la déclaration Schuman. Le grand président sénégalais Senghor lançait ces années-là la grande idée d'Eurafrique, reconnaissant la diversité et la complémentarité des deux mondes. Épurées de l'héritage colonial et mises à jour par des contenus nouveaux, cette vision est encore valable et représente une vocation pour une Europe qui cherche à se donner une nouvelle ambition globale au-delà de la crise. Nous devons avoir le courage d'une perspective à long terme, capable de valoriser l'histoire commune, ainsi que les nouvelles opportunités offertes par le temps présent.